

Notes diplomatiques sur l'affaire de la «Lettre de Zinoviev»

[Christian Rakovsky](#)

Source: Les faussaires contre les Soviets : matériaux pour servir à l'histoire de la lutte contre la Révolution russe. Librairie du travail, Paris, 1926, pp. 32-40.

Le 25 octobre 1924, le « *Daily Mail* » et le gouvernement britannique publient une lettre (voir en annexe) prétendument écrite par le dirigeant de l'Internationale communiste, Georgi Zinoviev, appelant à l'organisation d'une révolution socialiste armée en Grande-Bretagne et à des mutineries. Dans le contexte d'une campagne électorale indécise, ce faux grossier et la tempête médiatique et diplomatique qu'il suscita servaient avant tout les intérêts des conservateurs face au gouvernement dirigé par le travailliste Ramsey McDonald. Nous publions ci-dessous les notes diplomatiques que Christian Rakovsky, nommé depuis quelques mois ambassadeur de l'URSS en Grande-Bretagne, a échangé avec les représentants du pouvoir britannique sur cette affaire. Présentation et notes pour MIA.

[1.]

Note au Premier Ministre Ramsey MacDonald

Londres, le 25 octobre 1924.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai reçu la note du ministère des Affaires étrangères du 24 octobre, signée Gregory, et j'ai l'honneur de répondre de la manière suivante :

1° L'an passé, après le règlement du conflit diplomatique qui avait eu lieu entre le représentant du gouvernement de l'Union des Soviets à Londres ^[1] et le ministère des Affaires étrangères, il a été convenu qu'en vue de renforcer les relations amicales entre les deux pays, les deux parties s'efforceraient de régler tous les incidents qui pourraient survenir par le moyen de pourparlers directs, et de ne recourir à un échange de notes qu'au cas où cette méthode amicale ne pourrait aboutir à des résultats favorables.

Après mon arrivée à Londres, le ministère des Affaires étrangères m'a confirmé, à moi personnellement, qu'à l'avenir nous nous en tiendrions à cette pratique efficace pour écarter les malentendus et prévenir les conflits éventuels. Grâce à l'observance de cette règle nous avons pu liquider amicalement quelques incidents sensibles pour les deux pays. Comme exemple, je citerai le fait que mon gouvernement n'a pas protesté publiquement et n'a pas créé de conflit à propos d'un incident très grave qui concernait les intérêts les plus vitaux de l'Union; incident résultant de la déclaration du

[1] Il s'agissait de Krassine, Léonid Borissovitch (1870-1926), représentant commercial soviétique en Grande-Bretagne (1920-1923) qui avait négocié le premier traité commercial avec ce pays (1921). Il fut également nommé ambassadeur à Londres en 1925 jusqu'à son décès en 1926.

représentant du gouvernement britannique, le professeur Gilbert Murray, à l'assemblée de la S. d. N. ^[2], laquelle déclaration se trouvait en contradiction avec nos accords de l'an passé et avec les clauses des nouveaux traités du 8 août ^[3] concernant la non-intervention dans nos affaires intérieures, et qui désavouait nettement la note du gouvernement britannique sur la reconnaissance de l'Union des Soviets.

2° A mon grand regret, la note que j'ai reçue hier soir et dans laquelle le ministère des Affaires étrangères formule des accusations sans aucun fondement contre le gouvernement des Soviets au moment où l'opinion publique britannique s'intéresse à fond à l'accord anglo-soviétique et aux futures relations entre la Grande-Bretagne et l'Union des Soviets, cette note est un rejet inattendu de la méthode dont nous avons mutuellement convenu.

3° Pour ce qui est de la question soulevée dans la note Gregory, je déclare de la façon la plus catégorique que le document qui y est attaché est un faux grossier et une tentative impudente pour empêcher le développement des relations amicales entre les deux pays. Si, au lieu de renoncer à la tactique convenue, le ministère des Affaires étrangères s'était d'abord adressé à moi pour obtenir des explications, il m'aurait été facile de lui prouver qu'il avait été victime d'un faux de la part des ennemis de l'Union des Soviets. Non seulement le contenu, mais aussi l'en-tête et la signature du document prouvent qu'il est l'œuvre de personnes mal intentionnées qui ne connaissent pas à fond l'organisation de l'Internationale Communiste. Dans les circulaires de l'Internationale Communiste (que l'on peut trouver dans la presse, si elles ne concernent pas son activité secrète), celle-ci n'est jamais appelée « *IIIe Internationale communiste* » pour cette simple raison qu'il n'a jamais existé ni de Ire, ni de Iie Internationale communiste. La signature est également un faux grossier. Zinoviev y est donné comme ayant signé en qualité de « *président du Bureau du Comité Exécutif de l'Internationale communiste* », alors qu'en réalité il est et signe officiellement « *président du Comité Exécutif* ».

En général, le contenu entier du document n'est, du point de vue communiste, qu'un tissu d'absurdités, calculées seulement pour exciter l'opinion publique britannique contre l'Union des Soviets et pour annuler les efforts faits par les deux pays pour établir des relations amicales durables.

4° La fausseté évidente de ce document me dispense de la nécessité de répondre aux conclusions qu'en a tirées le ministère des Affaires étrangères au sujet de la responsabilité du gouvernement des Soviets pour l'activité de l'Internationale communiste, vu que ces conclusions sont basées sur l'hypothèse de l'authenticité du document.

5° Je proteste catégoriquement contre une telle exploitation de documents falsifiés contre l'Union des Soviets, et également contre la violation de la méthode convenue entre nous relativement à tous les incidents éventuels entre nos deux pays.

En même temps, j'exprime l'espérance que le gouvernement britannique prendra les mesures nécessaires pour découvrir les auteurs de cette tentative malveillante de nature à créer un conflit entre les deux gouvernements. Une telle enquête permettra d'empêcher le renouvellement d'incidents analogues à l'avenir.

C. Rakovsky

[2] Société des Nations : Organisation internationale créée à l'initiative du président des États-Unis Wilson lors de la Conférence de paix de Versailles en 1919. Initialement, 43 pays y participèrent, mais Wilson ayant été battu aux élections par un fort courant isolationniste, les États-Unis n'y figurèrent pas. Incapable de résoudre les contradictions inter-impérialistes, de stopper la montée du fascisme et du péril de guerre, la S.d.N entra léthargie à partir de 1938, cessa toute activité pendant la Seconde guerre mondiale et fut officiellement dissoute en 1946. L'URSS refusa d'y adhérer jusqu'en 1934.

[3] Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance de jure de l'URSS par la Grande-Bretagne (février 1924), des négociations s'ouvrirent à Londres entre Rakovsky et les autorités britanniques afin de parvenir à un traité sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais il ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

[2.] **Lettre au Premier Ministre Ramsey MacDonald**

Londres, le 3 novembre 1924.

Cher Monsieur le Premier Ministre,

Après la publication, dans la presse, de la fausse lettre de Zinoviev, j'ai reçu une lettre dont je vous adresse la copie, émanant d'une personne qui propose de me communiquer quelques renseignements ayant trait aux rapports entre la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S.

Conformément à mes instructions, M. Bitner, premier secrétaire de l'Ambassade, eut un rendez-vous avec la personne en question, qui lui remit quelques documents confirmant que des personnes, désirant provoquer un conflit entre la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., s'emploient à la fabrication de faux documents.

Les déclarations faites d'abord verbalement par ladite personne ont été confirmées dans une déclaration écrite dont je vous adresse la copie.

Je joins également à la présente quelques copies des autres déclarations se trouvant en la possession de cette personne.

Je ne crois pas que la présente communication, dont l'importance est évidente, ne fasse l'objet de toute l'attention qui lui est due.

Veillez agréer... etc.

C. Rakovsky

[3.] **Note au *Foreign Office* sur le refus britannique de ratifier les traités anglo-soviétiques**

Londres, le 28 novembre 1924.

« *The Times* », 29 novembre 1924.

J'ai reçu et fait connaître à mon gouvernement votre note du 21 novembre contenant votre refus de maintenir le traité général et le traité de commerce signés le 8 août par MM. Mac Donald et Ponsonby.

Le gouvernement soviétique regrette le rejet de ces traités dont la conclusion contribuait grandement au raffermissement de la paix générale et en particulier au développement des relations amicales entre le peuple anglais et l'Union des Républiques soviétiques.

Je suis chargé de déclarer que, de son côté, le gouvernement soviétique fit preuve du maximum de bonne volonté et d'un grand esprit de conciliation pour élaborer les bases d'un accord sur les

problèmes intéressant particulièrement le gouvernement britannique, les classes laborieuses et les autres éléments de la population en Grande-Bretagne.

Aussi, mon gouvernement n'accepte pas la responsabilité du mécontentement que la décision du gouvernement britannique provoquera dans les deux pays.

C. Rakovsky

[4.]

Réponse à la Note du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères Austen Chamberlain du 21 novembre

Londres, le 28 novembre 1924.
« *The Times* », 29 novembre 1924.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 21 novembre et de la lettre de M. Gregory du même jour et dont j'ai communiqué le contenu à mon gouvernement.

Mon gouvernement me charge de vous rappeler les faits suivants :

La cause immédiate du présent échange de notes est la note de M. Gregory, datée du 24 octobre et remise quatre jours avant les élections anglaises, note qui se rapportait au prétendu message adressé par M. Zinoviev au Comité exécutif du Parti communiste britannique.

Immédiatement après avoir reçu cette note, je fis savoir à M. MacDonald, par écrit, ma conviction absolue de la fausseté du message attribué à M. Zinoviev, puis, par note, le 27 octobre, j'informai M. Mac Donald qu'après une minutieuse enquête à Moscou, le gouvernement soviétique me chargeait de déclarer catégoriquement que le prétendu message de M. Zinoviev constituait un faux pur et simple

Étant donnée l'énorme importance attachée par l'opinion publique anglaise à ce document et en vue de supprimer les derniers doutes et d'arriver à établir la vérité, le gouvernement soviétique proposa de soumettre le document en question à l'examen impartial d'une commission arbitrale, mais cette proposition resta plusieurs semaines sans réponse. Cependant, plusieurs membres du gouvernement britannique exprimaient publiquement leur doute sur l'authenticité du document. Plusieurs même, parlant entre eux, déclaraient être certains qu'il s'agissait d'une falsification. Tenant compte de ces doutes, le gouvernement britannique estima bon, après la campagne électorale, de nommer une commission pour étudier le caractère et la provenance du document. Cette commission comprenait plusieurs membres du gouvernement travailliste, notamment M. Mac Donald. Elle établit et déclara publiquement, le 4 novembre, que ni le gouvernement ni aucun organe gouvernemental anglais n'avaient jamais vu l'original du document.

Ces étranges circonstances expliquent pourquoi l'opinion publique du monde entier voit dans le prétendu message de M. Zinoviev une falsification.

La déclaration officielle de la commission constituée par le gouvernement de M. Mac Donald prive de tout fondement l'accusation formulée dans la note de M. Gregory contre le gouvernement des Soviets, et cela, eu pleine campagne électorale. Le gouvernement des Soviets était donc tenté d'y voir l'abandon de l'accusation formulée contre M. Zinoviev. Si on se conforme aux règles les plus élémentaires de toute juridiction, il est inadmissible de fonder une accusation sur des copies d'un

document qu'aucun des accusateurs n'a pu voir.

Il n'est pas superflu d'ajouter que la délégation de la « *Trades Union* », après avoir effectué à Moscou une minutieuse enquête, a adopté, à l'unanimité, la conclusion suivante : « *Les délégués de la « Trades Union » sont absolument convaincus que le document attribué à M. Zinoviev constitue un faux et qu'aucune preuve contraire ne peut être fournie, ce qui explique le rejet de la proposition d'arbitrage* ».

Tous les faits énumérés ci-dessus ont déterminé le gouvernement des Soviets à exprimer sa profonde surprise en ce qui concerne l'ignorance dans laquelle se cantonne le gouvernement anglais actuel, qui, contrairement à une décision de son prédécesseur, se refuse à faire vérifier avec impartialité l'authenticité du document.

Le gouvernement soviétique se voit dans l'impossibilité d'accepter cette conclusion, puisqu'il s'agit d'un document ne reposant sur aucune preuve. Le gouvernement des Soviets est d'autant plus fondé dans cette attitude que, maintes fois déjà, des accusations ont été formulées contre lui, et que chaque fois il fut prouvé par la suite qu'elles étaient l'œuvre de faussaires qui furent confondus. Le gouvernement des Soviets estime que la preuve est maintenant établie qu'il existe, dans de nombreuses villes d'Europe et d'Amérique, des organisations dirigées par des réactionnaires russes émigrés, et auxquelles adhèrent d'autres éléments sans aveu. Le but poursuivi par ces organisations est la fabrication de faux documents, en vue d'ébranler la situation internationale de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Tout dernièrement encore, je fis parvenir au ministère des Affaires étrangères des documents prouvant l'existence, sur le territoire anglais, d'organisations politiques fabriquant et répandant de faux documents sur l'U.R.S.S.

Au nom du gouvernement soviétique, je dois exprimer le profond regret de voir le gouvernement anglais fonder sur des documents douteux des démarches politiques dont dépendent les relations ultérieures de l'U.R.S.S. avec l'Angleterre. Il ressort de cette attitude que les rapports des deux États se trouvent aujourd'hui reposer sur un terrain instable et placés sous l'influence de tierces personnes mal intentionnées appartenant à des organisations politiques dont le seul but est la poursuite de leurs propres intérêts.

Le gouvernement des Soviets estime que la déclaration de la commission gouvernementale britannique du 4 novembre proclamant l'absence du document auquel M. Gregory se réfère dans sa note du 24 octobre, constitue un démenti formel à l'accusation formulée par M. Gregory.

Le gouvernement des Soviets veut espérer que le gouvernement britannique sera, dorénavant, plus prudent dans ses accusations et examinera minutieusement les faits dont il fera mention dans sa correspondance officielle. Toutefois, étant donné que le gouvernement anglais actuel affecte d'ignorer les déclarations faites par la commission gouvernementale anglaise refusant de donner suite à des accusations fondées sur un document falsifié, le gouvernement des Soviets se voit forcé, de son côté, de renouveler, comme seul moyen restant en son pouvoir, sa proposition d'arbitrage exposée dans sa note du 27 octobre, note qui, malheureusement, s'est « *égarée* », lors du changement de cabinet, mais dont la teneur, ainsi que l'a assuré M. Gregory, vous est connue.

Le gouvernement britannique doit se rendre compte que le rejet de l'arbitrage proposé ne peut être interprété par l'opinion publique de tous les pays que comme la preuve de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de confirmer l'accusation formulée contre les soviets au cours de la campagne électorale. Le gouvernement soviétique regrette, en outre, que le gouvernement britannique, après s'être dérobé dans sa note du 21 novembre, au sujet de l'arbitrage proposé, estime devoir renouveler de vagues accusations contre le gouvernement des Soviets au sujet de l'activité de l'Internationale communiste.

En ce qui concerne ces accusations, le gouvernement soviétique me charge de répéter ses précédentes déclarations maintes fois réitérées au sujet de l'indépendance organique et politique absolue de l' « Internationale communiste », par rapport au gouvernement. Le gouvernement des Soviets n'a jamais pris ni ne pourra jamais prendre l'engagement de refuser le droit d'asile à l' « Internationale communiste » ou aux autres organisations ouvrières. Il ne pourra pas non plus s'engager à faire pression sur ces organisations.

Estimant inutile et stérile la continuation d'une discussion au sujet des organisations ouvrières internationales, le gouvernement des Soviets me charge d'affirmer sa loyauté en ce qui concerne l'observation, sur la base de la réciprocité, des obligations assumées par lui.

C. Rakovsky

[5.] Lettre au Secrétaire d'État aux Affaires étrangères Austen Chamberlain

Londres, le 21 décembre 1924.

Monsieur,

A la séance de la Chambre des Communes, du 10 décembre le Home Secretary a déclaré que les preuves de l'authenticité de la lettre dite Zinoviev ne pouvaient être rendues publiques, en considération de la sécurité de la personne qui avait procuré le document au gouvernement britannique.

Dans l'intérêt de la vérité et désirant favoriser les recherches dans cette affaire qui a joué un rôle si important dans les relations entre la Grande-Bretagne et le gouvernement des Soviets, je suis chargé par M. [Tchitchérine](#), Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, de déclarer que le gouvernement soviétique est prêt à assurer le départ sans difficulté de ladite personne hors du territoire soviétique.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre obéissant serviteur.

C. Rakovsky

[6.] Réponse au Secrétaire d'État aux Affaires étrangères Austen Chamberlain

Le 2 janvier 1925.

Monsieur,

En réponse à votre communication de décembre 1924, je suis chargé, par mon gouvernement, de déclarer que le gouvernement britannique, en refusant d'accepter l'offre du gouvernement

soviétique, de soumettre à l'arbitrage la question de l'origine de la fausse lettre Zinoviev, a confirmé par là qu'il se trouve incapable de prouver l'accusation concernant cette lettre.

En conséquence, le gouvernement de l'Union Soviétique considère la correspondance sur ce sujet comme close.

J'ai l'honneur d'être, avec ma haute considération, Monsieur, votre obéissant serviteur.

C. Rakovsky

Annexe: La fausse lettre de Zinoviev ou «Lettre rouge»

Bureau du Comité exécutif de la IIIe Internationale communiste.

TRÈS SECRET.

Moscou, le 15 septembre 1924.

Au Comité central du Parti communiste britannique.

CHERS CAMARADES,

Le moment approche où le parlement d'Angleterre doit examiner le traité conclu entre les gouvernements de Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. en vue de sa ratification. La violente campagne soulevée par la bourgeoisie autour de cette question montre que la majorité, avec tous les milieux réactionnaires, se dresse contre le traité en vue de rompre l'accord consolidant les liens entre les prolétariats des deux pays et aboutissant à la restauration des relations normales entre l'Angleterre et l'U.R.S.S.

Le prolétariat de Grande-Bretagne qui a dit son mot autorisé quand il y avait menace de rupture des négociations passées, et qui a contraint le gouvernement de Mac Donald à conclure le traité, doit faire preuve de la plus grande énergie possible dans la lutte ultérieure pour la ratification, et contre les efforts des capitalistes britanniques en vue d'obliger le parlement à l'annuler.

Il est indispensable de secouer les masses du prolétariat britannique, de mettre en mouvement l'armée des prolétaires chômeurs dont la situation ne peut s'améliorer que si un emprunt est accordé à l'U.R.S.S. pour la restauration de sa vie économique et si l'on établit une collaboration active entre les prolétariats de Grande-Bretagne et de Russie. Il est absolument nécessaire que le groupe du Labour Party qui sympathise avec le traité renforce sa pression sur le gouvernement et les milieux parlementaires en faveur du traité.

Surveillez de près les leaders du Labour Party parce qu'ils peuvent facilement tomber dans les filets de la bourgeoisie. La politique extérieure du Labour Party telle qu'elle se présente actuellement, est une mauvaise copie de la politique du gouvernement Curzon. Organisez une campagne pour démasquer la politique extérieure de Mac Donald.

Le I.K.K.I. (*) mettra volontiers à votre disposition le nombreux matériel qu'il possède relativement à l'activité de l'impérialisme britannique dans le Moyen et l'Extrême-Orient. En attendant, concentrez toutes vos forces dans la lutte pour la ratification du traité et pour la continuation des pourparlers relatifs au règlement des relations entre l'U.R.S.S. et l'Angleterre.

Le règlement des relations entre les deux pays aidera au triomphe révolutionnaire du prolétariat international et du prolétariat britannique non moins qu'un soulèvement heureux dans une région ouvrière quelconque d'Angleterre, car l'établissement d'un contact étroit entre les prolétariats britannique et russe, l'échange de délégations et d'ouvriers, etc., nous permettront de développer et d'élargir la propagande des idées du léninisme en Angleterre et dans les colonies..

La lutte armée ici doit être précédée par une lutte contre les tendances aux compromis qui sont enracinées parmi la majorité des ouvriers britanniques, contre les idées d'évolution et de suppression pacifique du capitalisme. C'est alors seulement qu'il sera possible de compter sur le succès complet d'une insurrection armée. En Irlande et dans les colonies, le cas est différent : il y a là une question nationale et cela représente pour nous un facteur de succès trop grand pour perdre du temps à une préparation prolongée de la classe ouvrière.

Mais, même en Angleterre, comme dans les autres pays où les ouvriers sont développés politiquement, les événements eux-mêmes peuvent révolutionner les masses ouvrières plus rapidement que la propagande. Par exemple, les mouvements grévistes, les répressions par le gouvernement, etc.

Il résulte de votre dernier rapport que votre œuvre d'agitation et de propagande est faible dans l'armée et un peu meilleure dans la flotte. Ce que vous dites sur la qualité des membres qui compenserait la quantité est juste en principe. Néanmoins, il serait désirable d'avoir des « cellules » dans toutes les unités militaires, particulièrement dans celles qui sont casernées dans les agglomérations du pays, dans les usines de munitions et dans les magasins militaires. Nous vous prions d'exercer sur ces derniers une attention toute spéciale.

En cas de danger de guerre, avec l'aide de l'armée et en contact avec les ouvriers des transports, il est possible de paralyser toutes les préparations militaires de la bourgeoisie, et de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Maintenant, plus que jamais, nous devons veiller. Les tentatives d'intervention en Chine prouvent que l'impérialisme mondial est toujours plein de vigueur, s'efforce une fois de plus de rétablir sa situation ébranlée et de provoquer une nouvelle guerre qui a pour but final de vaincre le prolétariat russe, d'écraser la révolution mondiale qui approche, et d'asservir les peuples coloniaux. « Danger de guerre », « la bourgeoisie veut la guerre », « le capital veut de nouveaux marchés », tels sont les mots d'ordre que vous devez rendre familiers aux masses, et avec lesquels vous devez travailler les masses du prolétariat. Ces mots d'ordre vous ouvriront les portes de l'entendement des masses, ils vous aideront à les attirer et à les enrôler sous la bannière du communisme.

La section militaire du Parti communiste britannique, si nous sommes bien informés, manque de spécialistes, les futurs commandants de l'armée « rouge » britannique. Il est temps que vous songiez à former un tel groupe qui, d'accord avec les leaders, pourrait en cas de lutte déclarée devenir le cerveau de l'organisation militaire du Parti.

Parcourez attentivement les listes des « cellules » militaires, et tirez-en les hommes les plus énergiques et les plus capables. Songez aux spécialistes militaires les plus dotés qui ont pour une raison ou une autre quitté le service et qui ont des opinions socialistes. Attirez-les vers le Parti communiste s'ils désirent servir honnêtement le prolétariat et diriger à l'avenir non des forces mécaniques aveugles au service de la bourgeoisie, mais une armée nationale.

Formez un état-major des opérations de la section militaire. Ne remettez pas cette tâche à un moment chargé d'événements et qui vous prendra à l'improviste.

Avec nos vœux de succès pour votre organisation et votre lutte, avec nos salutations communistes.

SIGNÉ :

Le Président du Bureau du I. K. K. I. : ZINOVIEV.

Le membre du Bureau : Mac MANUS.

Les Secrétaires : KUUSINEN, RETTMERT.

(*) Le Comité exécutif de l'I.C.